



Parcoursup, Mon Master, frais d'inscription, militarisation...

LES JEUNES ONT DROIT À UN AVENIR

DÉFENDONS-LE !

Montreuil, le 23/06/26

- ▶ **Parcoursup** : - 35000 places sur la plateforme ! Cette année, le seuil des 100 000 bacheliers qui, même s'ils reçoivent une « proposition », sont en réalité déboutés de leurs vœux sur Parcoursup, sera donc allègrement franchi. Soutenus par le ministère, les profiteurs des établissements du privé sont à l'affût pour capter cette clientèle fragile.
- ▶ **Mon Master** : - 8000 places sur la plateforme, + 8000 demandes ! 1 place pour 2 demandes ! Continuer dans son université dans un master de son champ disciplinaire de licence devient impossible pour le plus grand nombre.
- ▶ **Frais d'inscription** :
 - **Les étudiants étrangers extra-communautaires touchés de plein fouet**, avec l'impossibilité de déroger à la multiplication par 16 des droits d'inscription, soit près de 3000 euros en licence, près de 4000 euros en master.
 - **Les étudiants nationaux et européens aussi en ligne de mire**. Le budget de guerre (+ 36 Mds pour les armées) asphyxie les universités et écoles supérieures, qui voient dans les hausses de droits d'inscription le moyen de trouver les financements que l'État refuse de leur accorder. Les recommandations des « Assises de l'enseignement supérieur » rendues le 16 juin sont alarmantes, qui prévoient une multiplication par quatre de la part des frais d'inscription dans les budgets des universités (de 2,5 à 10 %), ce qui, pour la grande majorité des étudiants, signifie au minimum un quadruplement des droits actuels : au minimum 712 euros en licence, 1008 euros en master !
- ▶ **Militarisation** : tout est fait pour « orienter » les jeunes vers l'armée : la LPM (loi de programmation militaire) cale le calendrier de Parcoursup sur celui du recrutement pour le SNV, des ECTS sont accordés à ceux qui s'enrôleraient ainsi, des privilèges sur Parcoursup sont ménagés, etc. Les hauts gradés s'invitent partout pour des conférences de propagande belliciste dans les universités... On prépare les « sacrifices » pour les conflits armés qui se multiplient.

Est-ce de cet avenir-là que nous voulons pour nos diplômés ? Certainement pas !

Avec la FNEC FP-FO, FO ESR appelle au :

RASSEMBLEMENT LE MERCREDI 24 JUIN

**à Paris à 12 H devant le ministère de l'enseignement supérieur
et de la recherche, 1 rue Descartes**

pour porter tous les dossiers et les revendications :

- > Ouverture massive de places dans le supérieur ! Abrogation des plateformes Parcoursup et Mon Master ! Respect des diplômes obtenus : inscription immédiate de tout bachelier ou étudiant dans la filière de son choix !
- > Rétablissement du baccalauréat comme diplôme national et premier grade universitaire !
- > Aucune augmentation des frais d'inscription, pour les étudiants étrangers extra-communautaires, intra-communautaires ou nationaux ! Respect du principe de gratuité de l'enseignement supérieur public ! Abrogation de plan « Bienvenue en France » et de tous ses décrets d'application !
- > Non à toute militarisation de la jeunesse et de l'enseignement supérieur ! Abrogation du Service National Volontaire !

DE L'ARGENT POUR L'ÉCOLE, POUR L'UNIVERSITÉ, PAS POUR L'ARMÉE !